



HAL
open science

BRICS, les pays émergents, une menace pour les pays développés ?

Jacques Fontanel

► **To cite this version:**

Jacques Fontanel. BRICS, les pays émergents, une menace pour les pays développés?. Guerres et conflits économiques, Institut libre d'étude des relations internationales (ILERI), Feb 2014, Paris, France. hal-02519356

HAL Id: hal-02519356

<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-02519356v1>

Submitted on 25 Mar 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

BRICS, les pays émergents, une menace pour les pays développés ?

Jacques Fontanel

Pax Economica

Séminaire ILERI

**Institut Libre des Etudes de Recherche Internationale,
Paris, 10 Février 2014**

Résumé : Les BRICS (Brésil, Russie,, Chine, Inde, Afrique du Sud) sont de grands pays en superficie et en population. Ils représentent une nouvelle force qui a pour ambition de contrer le leadership des pays occidentaux dans la conduite des affaires du monde. Ils sont le fer de lance des pays émergents . Cependant leur entente n'est pas idyllique, elle est, dans le meilleur des cas, circonstancielle, car leurs forces économique et leurs intérêts économiques et politiques sont divergents. Le Sommet de Delhi a permis d'engager de nouvelles voies d'action communes, concernant les négociations économiques mondiales, la lutte contre le terrorisme, le développement des accords entre les communautés scientifique ou l'essor des infrastructures publiques. La question est de savoir si, au-delà des seules considérations économiques, la cohérence de leurs actions communes les conduira à imposer de nouvelles règles du jeu dans le concert international.

Summary : Summary: The BRICS (Brazil, Russia, China, India, South Africa) are large countries in area and population. They represent a new force that aims to counter the leadership of Western countries in the conduct of world affairs. They are the spearhead of emerging countries. However, their understanding is not idyllic, it is, at best, circumstantial, because their economic forces and their economic and political interests are divergent. The Delhi Summit opened up new lines of joint action; concerning world economic negotiations, the fight against terrorism, the development of agreements between the scientific communities or the growth of public infrastructure. The question is to know if, beyond the only economic considerations, the coherence of their common actions will lead them to impose new rules of the game in the international concert.

Résumé : BRICS, Pays émergents, OMC, FMI

Summary : BRICS, WTO, IMF, World leadership, emergent countries

En 1981, la Société Financière Internationale, filiale de la Banque mondiale, a proposé l'instauration d'une nouvelle catégorie de pays, les pays émergents pour définir les pays en développement offrant de larges opportunités aux investisseurs internationaux, du fait de taux de croissance rapide et de structures industrielles en essor. Les pays émergents sont caractérisés par une production intérieure brute par habitant encore nettement inférieure à celle des pays dits développés, mais aussi un taux de croissance très rapide et des structures industrielles en essor, laissant ainsi entrevoir un « rattrapage » de développement économique dans la logique des stades de croissance de Rostow. Dans une première vague, il était question des « petits dragons » asiatiques (Corée du Sud, Taiwan, Hong-Kong, Singapour), mais aujourd'hui il est fait état des pays les plus peuplés du monde comme la Chine, l'Inde, le Brésil, l'Indonésie ou même la Russie. Depuis l'effondrement de l'Union soviétique, l'accès de plusieurs nouveaux acteurs sur la scène internationale, venant rejoindre les pays exportateurs et producteurs de ressources énergétiques, ébranle la toute puissance des pays industrialisés et remet fortement en cause le système de gouvernance mondiale qui a connu son apogée avec la naissance de l'Organisation Mondiale du Commerce. Le terme de pays émergents a été maintes fois utilisé pour présenter cette évolution. Cependant, la définition même de pays émergents ne manque pas d'être ambiguë, exprimant ainsi des situations très différentes de pays supposés en faire partie. Certes les pays développés subissent une situation de crise potentielle avec l'émergence de nouveaux concurrents dont l'efficacité sur les marchés internationaux repose principalement sur le faible coût de la main d'oeuvre, l'exploitation de ses ressources naturelles essentielles au développement économique contemporain et sur l'appui d'investissements directs étrangers.

Le concept de pays émergents n'a pas de définition incontestable. Elle fait normalement référence aux pays en développement en transition, passant d'une production de type primaire à un processus d'industrialisation fondé, au moins partiellement, sur une concurrence sanctionnée par le commerce international. Normalement, leurs produits nationaux par habitant restent faibles au regard de ceux des pays développés et leurs besoins d'infrastructures modernes restent considérables. Cependant, selon une étude de Pricewaterhousecoopers, le E7, le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine qui formaient tous les quatre le BRIC), le Mexique, l'Indonésie et la Turquie auraient avant 2020 un PIB total supérieur à celui du G7 (Etats-Unis, Canada, Royaume-Uni, France, Allemagne, Italie et Japon). Ce concept d'émergence s'impose dans l'actualité autant géo-économique, traduisant la crainte des pays industrialisés à devoir limiter les avantages de leur leadership mondial. Cinq caractéristiques peuvent alors être retenues : un pays au niveau de développement encore peu comparable à celui des pays développés, une robuste croissance installée dans le temps, une forte compétitivité internationale, un Etat interventionniste stable et la volonté de participer activement à la mise en place de nouvelles règles internationales.

Cependant, les pays émergents exercent aujourd'hui une force majeure dans les négociations internationales. Les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) témoignent à la fois de leur force et de leur diversité. Ils constituent le « noyau dur » des pays émergents, ils sont assis sur un fort potentiel de marché intérieur, une main d'œuvre abondante et une démographie en croissance, mais ils subissent aussi les fragilités inhérentes à une croissance à pas forcé, menacé par les fragilités financières internationales et les insuffisances de la gouvernance économique mondiale¹.

- La Russie était un pays en développement lors de la Révolution de 1917, même si elle constituait une grande force militaire et politique. Elle a connu un développement industriel non négligeable pendant un demi siècle, malgré des conditions politiques difficiles et les guerres qui l'ont dévastée. Cependant, pendant les années 1960-1970, la Russie était considérée comme égale en puissance militaire aux Etats-Unis. Soutenu par une idéologie volontiers productiviste, l'essor de ses technologies sophistiquées (spatial, armement, sidérurgie) a même parfois pu laisser l'illusion d'un rattrapage de développement. Cependant, avec l'effondrement de l'Union soviétique, la Russie a connu une crise économique sans précédent, avec un coût humain considérable et une baisse notable de l'espérance-vie de ses habitants. Aujourd'hui, relancée par ses réserves énergétiques, la Russie redevient un partenaire économique crédible, même si son développement industriel interne n'est sans doute pas à la hauteur son potentiel. Dans le cas d'espère, la Russie n'a jamais été considérée comme un pays en développement et, dans ce contexte, elle ne devrait pas appartenir aux pays émergents, mais plutôt aux pays ré-émergents.

- La Chine est le pays le plus peuplé du monde En raison de sa taille, de ses moyens financiers et de son dynamisme économique, ce pays est devenu le principal alter ego des Etats-Unis. Sa puissance militaire est certainement encore éloignée de l'imposante force américaine, mais le secret qui l'entoure ne manque pas de lui donner le rôle de principal ami-ennemi, selon l'évolution des conflits entre ces deux grandes nations. Aujourd'hui, la population chinoise, à la pyramide des âges très favorable, constitue un atout pour les deux prochaines décennies, mais elle constituera à terme, un problème particulièrement difficile à régler². La Chine risque d'être vieille avant d'être riche.

- Le Brésil a depuis plus d'un siècle été, avec l'Argentine, les deux pays qui ont toujours été, génération après génération, les deux pays qui devaient se développer dans la décennie à venir. Au fond, il faut au Brésil en terminer avec

¹ Echinard, Y, Fontanel, J., Fontanel, M. (2013), BRICS, un concept d'origine statistique devenu l'expression d'un puissant groupe de pression dans les relations internationales d'aujourd'hui, Annuaire Français des Relations internationales, 2013.

² Antipas Touatam, Maxence Fontanel (2013), La question de la liaison économie-démographie. Le cas de la Chine, Annuaire Français des Relations Internationales, 2013.

ce profil de candidat au développement le plus prometteur, qui rate à chaque fois son pari. Aujourd'hui, avec ses nouvelles réserves énergétiques et une meilleure répartition des richesses, le mouvement paraît plutôt sain, mais les soubresauts de la société brésilienne ne manquent pas d'inquiéter. Avec Lula comme Président, le Brésil a mené une politique qui a pesé sur les négociations internationales du début du XXI^e siècle.

- L'Inde est aussi un vrai pays en développement d'un milliard d'habitants. Ses proches de sous-développement et de pauvreté sont encore nombreuses et les luttes religieuses sont encore suffisamment vives pour réduire le volontarisme de la politique économique.

- Enfin, l'Afrique du Sud, avec ses ressources naturelles, est certainement le pays d'Afrique au plus fort potentiel. Elle exerce une forme de leadership sur le continent, en se réfugiant d'ailleurs un peu trop facilement sur le charisme de Mandela. Cependant l'insécurité qui y règne ne permet guère aux forces économiques de se développer dans un climat sain. Il en résulte des coûts de protection interne importants qui ne favorisent guère les investissements étrangers. S'il s'agit d'un pays prometteur, il subit encore un chômage élevé et de flagrantes inégalités sociales.

Le Mexique a choisi de s'allier à l'Alena et la Turquie est candidate à l'Union européenne, en faisant preuve d'une stabilité politique qui la pose en modèle pour ses voisins musulmans. L'Indonésie quant à elle obtient des résultats satisfaisants, malgré une très forte corruption et des règlements administratifs pesants. Derrière le groupe des E7, plusieurs pays présentent aussi des résultats encourageants, comme le Nigeria, les Philippines, l'Iran, l'Arabie Saoudite, la Thaïlande, le Viêtnam et le Venezuela ? Cependant, peut-on, comme la littérature économique souvent le soulève, mettre dans la même catégorie la Turquie ou les Philippines, l'Arabie saoudite et le Venezuela, avec des éléments de développement bien différents au moins dans une partie de leur territoire ou de leur organisation ? De même, les riches pays du Golfe ne peuvent guère être mis dans le même sac, car les revenus issus des réserves naturelles sont considérables, ce qui en fait des acheteurs d'entreprises et territoires des pays développés et des financiers essentiels du système monétaire international.

A la lecture de ces éléments d'analyse des BRICS et autres forces en développement accéléré, force est de constater que le terme de « pays émergents » recouvre des réalités très différentes. Est-ce que, pour autant, ce concept est trop « fouillis » pour mériter encore une utilisation non abusive ?

En fait, le concept de « pays émergents » met surtout en avant la volonté de ces pays de modifier les apports de force institués à la fin de la dernière guerre mondiale. Ils se proposent de modifier les règles du système international. Leur adhésion est essentielle pour redonner de la vie aux institutions de Bretton Woods, mais aussi dans l'élaboration d'accords nouveaux portant sur la santé mondiale, l'environnement, la protection du travail, l'aide au

développement. Ils refusent d'accéder à la demande des pays occidentaux de respecter des règles environnementales exigées par les pays de l'OCDE que les pays développés n'ont pas eu à faire les frais au moment de leur « take-off ».

Aujourd'hui, la Chine est sans doute le plus grand pollueur du monde, mais elle rejette cette responsabilité sur les vieux pays industrialisés. Tous les pays émergents n'émargent pas pourtant sur cette analyse. Les stratégies de l'ensemble des pays émergents restent diverses et difficiles à décrypter, mais elles privilégient souvent les dynamiques de court terme, les contraintes économiques et sociales immédiates et l'ouverture au capital étranger. Aujourd'hui, l'aide aux pays « émergents » commence à être sérieusement contestée. Comment expliquer certaines aides internationales au financement destiné à l'éducation à des pays qui disposent de réserves financières considérables. D'autre part, les normes établies par les institutions internationales sont remises en cause par le Brésil ou la Russie, qui n'ont plus vraiment besoin des contrôles du Fonds Monétaire International ou de la Banque mondiale. Ils souhaitent, au contraire, augmenter leur influence sur ces organisations, ce qui ne convient pas aux pays européens et américains.

La question est aussi de savoir si ces pays ont la volonté de bouleverser l'action collective internationale, notamment en insistant sur les relations bilatérales. La Chine veut s'inscrire dans l'avenir de l'Afrique et elle apporte une aide ou un soutien qui n'est pas plus désintéressé que celui qu'apportent les pays industrialisés. Les dons internationaux des pays émergents ne remplissent guère les conditions souvent réclamées par les instances mondiales. Les règles de la bonne gouvernance ne sont pas toujours respectées, les soutiens politiques ne se fondent guère sur la nature démocratique du système et les engagements financiers avec contreparties suivent parfois des annulations de dette décidées par les pays développés au regard de la situation économique insoutenable des pays les plus pauvres. Le comportement des pays émergents, s'il devient homogène, posera avec acuité la question du maintien et de l'essor pourtant inévitablement nécessaire des biens publics mondiaux.

Aujourd'hui, les pays émergents sortent « profil haut » de la crise et les pays exportateurs de pétrole et de gaz rachètent les fleurons industriels et touristiques des pays du Nord. La crise accélère le processus de rattrapage engagé par la mondialisation économique et financière. Le Fonds Monétaire International accorde plus de droits de vote à la Chine, au Mexique ou à la Corée du Sud au détriment de ceux des pays européens. Le G20 concurrence le fameux G8 qui dominait les négociations internationales. La Chine commence à déloger les anciennes puissances coloniales en Afrique.

La politique du groupe BRICS, fer de lance des pays émergents

Le groupe Brics, au départ une association de simplification « statistique », a conduit les dirigeants de ses Etats composants à s'interroger sur

leurs intérêts communs face à la puissance occidentale. Il est devenu un levier d'affirmation politique sur la scène internationale, même si son caractère hétéroclite ne présageait guère l'organisation d'une véritable alliance. Les antagonismes souvent guerriers entre l'Inde et la Chine sont bien connus, les relations entre la Chine et la Russie près du fleuve Amour ne sont pas dans l'ordre des « fleuves tranquilles », l'Afrique du Sud apparaît quand même très isolée et le Brésil prône une gouvernance démocratique qui ne peut enthousiasmer la Russie ou la Chine. Il est certain que les accords d'échange entre les pays des BRICS pourraient se multiplier dans les années à venir, mais pour l'instant ils ne sont pas encore suffisamment significatifs .

Pourtant, le groupe BRICS est devenu une réalité politique, une association qui se réunit annuellement dans des Sommets³, en vue d'harmoniser leurs revendications et de s'engager mutuellement dans de nouvelles coopérations. Les Ministres des Affaires étrangères des cinq pays se réunissent régulièrement à New York. Face à un leadership occidental miné par les problèmes structurels des crises économiques et de la récession, les BRICS rappellent qu'ils représentent plus de 42 % de la population mondiale, près de 20 % du PIB mondial plus de 50 % à l'ensemble de la croissance mondiale en 2011 et qu'ils disposent de 75 % des devises étrangères en réserve. L'économie américaine pourrait être dépassée par la Chine entre 2025 et par l'Inde en 2045. Cependant, ces prévisions ne représentent que des trends que l'économie mondiale, aux évolutions souvent aléatoires, se plait parfois à contredire, au moins dans le rythme.

Le groupe BRICS constitue une plateforme de dialogue et de coopération, qui promeut la paix, la concertation, le développement et la sécurité. Il exerce un poids croissant sur les organisations internationales en faveur des pays émergents ou en développement. Si la question de la dette internationale l'interroge, il propose aussi la restauration de la confiance des marchés, par la réduction des liquidités excessives, une nouvelle régulation financière, la promotion du développement des marchés financiers globaux, une restructuration du système bancaire et la mise en place de politiques macroéconomiques responsables. D'un point de vue politique, les BRICS se proposent de travailler sur des positions communes concernant les conflits armés, le terrorisme ou le changement de climat. Le G20 doit prendre de l'importance pour la coopération économique internationale. Les pays émergents les plus puissants revendiquent clairement un partenariat mondial équilibré.

L'idée est aussi d'engager des financements communs d'infrastructure, de développer les accords commerciaux et financiers, d'accroître leurs échanges scientifiques et technologiques et à privilégier des réflexions communes concernant le développement durable et l'urbanisation. En avril 2010, la création

³ Iekaterinbourg en Russie en juin 2009, à Brasilia au Brésil en 2010, Sanya en Chine en 2011 et New Dehli en mars 2012

de la BRICS Inter-Bank Cooperation Mechanism a été créée, destinée principalement à l'élargissement mutuel des facilités de crédit en monnaies locales et à la mise en place d'un accord de confirmation d'une lettre multilatérale de crédit. Pendant le Sommet de New Delhi, le Groupe a étudié la possibilité de créer une banque de développement dédiée, mais aussi ouverte à d'autres pays émergents ou en développement. Dans ce contexte, il s'agit d'un « bien de club » et non pas d'un bien public international. Le renforcement de la coopération financière entre ses membres fait l'objet d'un accord unanime. Ils ont aussi inauguré une Union boursière nouvelle qui permet d'échanger des contrats à terme sur leurs indices domestiques depuis les autres marchés partenaires, la Russie ne participant pas à ce mécanisme. Cette innovation permet aux investisseurs des pays émergents de financer leur économie à moindres coûts, mais il en résulte aussi une volatilité accrue des liquidités internationales. La volonté des BRICS d'engager ensemble des contrats boursiers dérivés, destinés à produire des effets d'attractivité d'investisseurs en recherche de croissance et de diversification, n'a pas encore produit de résultats convaincants. Le dollar n'est plus souhaité comme monnaie et l'euro est ignoré. Aujourd'hui, le groupe BRICS propose des solutions nouvelles pour de meilleures pratiques et normes internationales. Le système des Droits de Tirage Spéciaux du Fonds Monétaire International (FMI) pourrait être redéveloppé dans les années à venir, sous des formes nouvelles, comme une nouvelle monnaie de réserve mondiale indépendante.

Le Sommet de New Delhi du BRICS insiste sur les réponses à apporter aux turbulences sociales et politiques dans les pays du Nord de l'Afrique et de l'Asie de l'Ouest, aux assauts du terrorisme et des trafics humains, financiers et de narcotiques, sur un travail et une stratégie en commun dans la recherche d'un développement durable, sur des échanges culturels, pédagogiques et scientifiques, sur leurs solutions en matière d'urbanisation, de transports de masse, de programmes sociaux ou de solutions face aux situations sanitaires publiques.

Une entente qui ne va pas de soi, parfois circonstancielle

L'acronyme « BRICS » regroupe des pays aux trajectoires et aux situations bien différentes. Derrière l'unité de façade, les relations entre les partenaires sont souvent conflictuelles. Par exemple, la Chine et la Russie n'apportent toujours pas leurs soutiens aux revendications du Brésil et de l'Inde de devenir « *intuitu personae* » des membres permanents au sein du Conseil de Sécurité des Nations Unies. Les partenaires s'entendent surtout pour valoriser certains intérêts convergents, mais les rivalités, régionales notamment, ne sont pas à négliger. En termes de politique internationale, les divergences se font au cas par cas. Si l'Inde se méfie de l'islamisme pour des raisons de politique intérieure, il n'en va pas de même pour les Brésiliens. Dans le conflit syrien, la Russie, contrairement au Brésil, soutient Damas pour éviter

la constitution d'un front islamiste dans la région. Les relations entre la Russie et la Chine, la Chine et l'Inde sont toujours un mélange de coopération, d'intimidation, de méfiance et de rapports de force⁴. Le Brésil, la Russie et l'Inde n'acceptent que la Chine d'autoproclame porte-parole de l'ensemble du groupe. En outre, la faible ouverture de la Chine pour l'importation de produits manufacturés des pays émergents, la sous-évaluation du renminbi et les pressions des autorités chinoises pour faire de leur devise nationale une monnaie internationale font l'objet de contentieux discrets, qui n'en restent pas moins réels. Enfin, l'évocation par Zbigniew Brzezinski (janvier 2009) popularise l'idée d'un G2 sino-américain, une Chinamérique. Ce serait une alliance entre une démocratie endettée et une dictature épargnante, disposant de fortes liquidités. La Chine est soupçonnée de rechercher un statut de co-gestionnaire de l'ordre mondial avec les Etats-Unis. Ce pays de capitalisme contrôlé, sinon par l'Etat au moins par ceux qui normalement en sont les serviteurs, n'a guère d'intérêt immédiat pour le bien-être standard de la population.

Les pays du BRICS sont associés pour conduire le changement du système international, vers une autonomie politique complète à l'égard de l'Occident. Cependant, leurs intérêts divergent, alors même qu'ils sont très sourcilleux sur la question de leur souveraineté. L'existence de failles dans l'action du groupe peut réduire sa volonté de constituer un contrepoids monolithique face aux intérêts de l'Occident. Les membres du BRICS commencent à subir des difficultés structurelles profondes, susceptibles de remettre en cause leur organisation politique et sociale. Au Brésil, en dépit de la politique sociale de Lula, les inégalités sociales et régionales restent considérables. La Russie, toujours grande puissance militaire et nucléaire, connaît un fort déclin démographique et d'espérance vie. Grâce au pétrole et au gaz, le pays connaît un développement très déséquilibré et inégalitaire. L'Inde est un pays sous-développé, avec forte population rurale, des centres urbains spécialisés dans les industries et des activités des services destinées à l'exportation. « La Chine est l'atelier du monde et une formidable puissance commerçante, financière et militaire, mais sa structure schizophrénique de pouvoir entre le monde politique et la sphère économique ne peut manquer à terme de soulever de graves problèmes sociétaux. Les destins économiques de ces cinq pays ne sont pas « naturellement » liés. Seule une volonté politique d'agir dans le concert international donne au BRIC sa cohérence »⁵.

En cas d'instabilité financière, « l'effet Tequila » (en référence à la situation mexicaine) ne manque pas de toucher les pays émergents, tous les pays émergents, selon des répartitions hétérogènes. Or, les pays du BRIC ont encore

⁴ Echinard, Y, Fontanel, J., Fontanel, M. (2013), BRICS, un concept d'origine statistique devenu l'expression d'un puissant groupe de pression dans les relations internationales d'aujourd'hui, Annuaire Français des Relations internationales, 2013, à paraître.

⁵ Echinard, Y, Fontanel, J., Fontanel, M. (2013), BRICS, un concept d'origine statistique devenu l'expression d'un puissant groupe de pression dans les relations internationales d'aujourd'hui, Annuaire Français des Relations internationales, 2013, à paraître.

de nombreux groupes sociaux au-dessous du seuil de pauvreté, ce qui ne va pas manquer de créer, à terme, un malaise social important. Les seuils de sécurité interne et internationale des pays du BRICS restent insuffisants face aux menaces de conflits internes et externes potentiels⁶. Les membres du groupe sont engagés dans une augmentation substantielle de leurs budgets militaires, en vue d'affirmer leur hégémonie régionale, de faire face aux ennemis internes et de jouer un rôle international éminent. La Chine (qui a doublé son effort en une décennie) et la Russie (qui poursuit la modernisation de ses forces armées) sont les deux plus grandes puissances militaires mondiales après les Etats-Unis⁷.

Ces dépenses nouvelles ont des effets économiques contrastés, plutôt négatifs à long terme⁸. Le système BRICS connaît un développement considérable, mais les critiques ne manquent pas dans les sphères économiques et politiques internationales. Les questions « sociales » et sociétales » sont mises en avant. Les organisations économiques internationales économiques internationales sont plus à l'écoute des BRICS, mais ces pays restent pour la plupart assez rétifs aux libertés individuelles et à la démocratie, en refusant l'essor des organisations non gouvernementales⁹ et en exerçant des activités de terreur à l'encontre des musulmans en Inde ou des Ouïghours, en Chine, des Indiens au Brésil, des migrants en Afrique du Sud et des opposants politiques en Russie.

Comment accepter plus longtemps les prix pratiqués par les « ateliers industriels » de ces pays dont la compétitivité est d'autant plus forte que la demande des produits est d'abord tournée vers le commerce international et les coûts de production déterminés par des conditions sociales souvent inacceptables ? Quelle place accorder au développement durable dans ces pays lorsque l'on mesure les taux de pollution croissants et une défense des droits de l'homme pour le moins discutable ? Comment admettre la politique de change du renminbi ? Le « modèle chinois » ne conduit-il pas à un capitalisme d'Etat privatisé ? Les pays BRICS ne s'inscrivent-ils pas dans un combat contre la prééminence des pays occidentaux dans les relations internationales, mais n'oublent-ils pas ainsi les autres pays émergents ou en développement aux moyens plus faibles et aux intérêts parfois concurrents ? Les pays de l'OCDE ont-ils encore la volonté de poursuivre un système d'échange qui aujourd'hui ne leur est plus vraiment favorable, malgré l'hétérogénéité des situations économiques et politiques de chacun ? Faut-il avoir peur du BRICS lorsque l'on sait que la Russie, la Chine et l'Inde disposent de l'arme nucléaire ?

⁶ Fontanel, J. (2010) *Economie politique de la sécurité internationale*, Collection Librairie des Humanités, L'Harmattan, Paris.

⁷ Fontanel, J. (2008), *International security, defence economics and the powers of nations*, (with Ron Smith), in *The Economics of International Security* edited by Professor Jacques Fontanel and Manas Chatterji, Elsevier.

⁸ Fontanel, J. (1990), *The economics effects of military expenditures in Third World Countries*, *Journal of Peace Economics*.

⁹ Bensahel-Perrin, L., Fontanel, J., Corvaisier-Drouart, B. (2009), *Les organisations non gouvernementales ou l'homme au cœur d'une mondialisation solidaire*, L'Harmattan, La Librairie des Humanités, Paris.

La question ne se pose pas encore en ces termes. Mais on sent poindre à l'horizon, une remise en cause profonde d'un système économique et politique mondial à bout de souffle que les nouveaux Etats du BRICS n'arriveront sans doute pas à balayer. Le temps est à l'incertitude croissante au regard des inégalités croissantes révélées et le monde entre dans une crise de la mondialisation/globalisation dont les solutions ne conviendront sans doute à aucun des pouvoirs en exercice aujourd'hui.

Bibliographie

Antipas Touatam, Maxence Fontanel (2013), La question de la liaison économie-démographie. Le cas de la Fontanel, J. (2010) Economie politique de la sécurité internationale, Collection Librairie des Humanités, l'Harmattan, Paris.

Bensahel-Perrin,L., Fontanel, J., Corvaisier-Drouart, B. (2009), Les organisations non gouvernementales ou l'homme au cœur d'une mondialisation solidaire, L'Harmattan, La Librairie des Humanités, Paris.

Coulomb, F., Fontanel, J. (2006). Mondialisation, guerre économique et souveraineté nationale, in La question politique en économie internationale (Eds. Berthaud, Kebabdjian), la Découverte, Paris.

Echinard, Y, Fontanel, J., Fontanel, M. (2013), BRICS, un concept d'origine statistique devenu l'expression d'un puissant groupe de pression dans les relations internationales d'aujourd'hui, Annuaire Français des Relations internationales, 2013

Fontanel, J. (2010), Economie politique de la sécurité internationale, Coll. Librairie des Humanités, L'Harmattan, Paris, 2010.

Smith, R., Fontanel, J. (2008), International Security, defence economics and the powers of Nations, in « War, Peace and Security, Emerald. United Kingdom.